

# La Protection civile pour «l'éducation routière dans les programmes scolaires»

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3953 - Lundi 22 août 2016 - Prix : 10 DA

Il rate de peu l'or et se contente de l'argent au 1 500m

### Makhloufi tire sur Brahmia et les responsables du sport algérien

Mohamed VI insiste sur la solidarité entre les deux pays

## Un langage d'apaisement entre Alger et Rabat

### La préférence américaine pour les Kurdes

Par Mohamed Habili

Les Américains ont pu paraître peu réactifs à leurs alliés impliqués à un titre ou à un autre dans le conflit syrien, dans les moments où les affrontements prenaient une tournure contraire à leurs intérêts, mais voilà un reproche que les Kurdes assurément seraient mal venus de leur faire. On vient d'en avoir une preuve supplémentaire ces toutes dernières heures dans Hassaké, au nord-est de la Syrie, où des raids de l'aviation syrienne contre des positions kurdes du PYD (Parti de l'Union démocratique), une première depuis le début de la guerre, ont fait promptement réagir le Pentagone, qui a décidé de l'envoi d'avions sous le prétexte peu crédible de défendre ses conseillers militaires au sol. On ne sait pour le moment si les représailles promises ont effectivement eu lieu, non pas d'ailleurs le cas échéant contre l'armée syrienne, mais contre des milices pro-régime, ou si elles n'avaient d'autre but que de faire cesser les bombardements de l'aviation syrienne. Comme ceux-ci semblent s'être arrêtés, on peut penser que la menace n'a finalement pas été mise à exécution. N'empêche, quand il s'agit de venir en aide aux Kurdes, les Américains ne sont pas portés à lanterner. Ils ont vite fait de sortir le gourdin au contraire, quitte ensuite à ne pas s'en servir. Le régime syrien a dû comprendre qu'il y a là une ligne rouge que les Américains ne lui laisseraient pas franchir sans qu'il ait à s'en repentir.

Suite en page 3

Mohammed Kheddam, directeur à l'IANOR (Institut algérien de normalisation)

# Les normes, un outil de lutte incontournable contre la contrefaçon

## ● La copie, un marché juteux !!!



«La contrefaçon est une activité criminelle aussi complexe et sophistiquée que le trafic de drogues pour laquelle il est difficile de mettre fin».

Lire page 2

Pt/D. R.

Visite du ministre d'Etat nigérien en Algérie

### La question sécuritaire au menu



Prévue du 24 au 29 août courant

### La manifestation «Le Musée dans la rue» s'annonce festive

Mohammed Kheddam, directeur à l'IANOR (Institut algérien de normalisation)

# Les normes, un outil de lutte incontournable contre la contrefaçon

■ «La contrefaçon est une activité criminelle aussi complexe et sophistiquée que le trafic de drogues pour laquelle il est difficile de mettre fin».

Propos recueillis par Lynda Naili

**Le Jour d'Algérie :** La contrefaçon est désormais un danger économique et social en croissance. Qu'elles en sont les raisons, selon vous ?

**Mohammed Kheddam :** De nos jours, partout dans le monde règnent les conditions idéales pour encourager l'offre et la demande de produits contrefaits et piratés. La violation du droit de propriété intellectuelle est un délit grave au niveau international, un virus qui ne cesse de gagner du terrain. La contrefaçon est une activité criminelle aussi complexe et sophistiquée que le trafic de drogues pour laquelle il est difficile de mettre fin. En plus, non seulement la contrefaçon fait perdre des milliards à l'économie, mais elle met aussi en danger la santé et la sécurité des consommateurs et sert de manne financière au crime organisé. En outre, elle peut causer une lourde perte de gain aux entreprises touchées par ce fléau. Il est donc indispensable de protéger les produits et biens matériels, à plus forte raison dans le contexte économique difficile qui est le nôtre, où les entreprises doivent être le plus rentable possible. À l'échelon internationale, on estime que chaque année ces pertes sont de l'ordre de USD 500 milliards à USD 700 milliards. Selon la Chambre de commerce internationale (CCI) la valeur des biens contrefaits vendus dans le monde dépassera les USD 1,7

billion, plus de 2 % des résultats actuels de l'économie mondiale.

**Quel serait alors le rôle des normes pour lutter ou du moins freiner cette activité ?**

Effectivement, la contrefaçon est une des principales activités du crime organisé, contre quoi il faut se donner tous les moyens pour son éradication et non juste la freiner. Il faut savoir que si à première vue les produits nous paraissent identiques aux originaux, les produits contrefaits ne répondent pas aux exigences de sécurité et de réglementation. Ils sont un danger réel pour le consommateur et pour l'économie. C'est pour cela que la norme internationale ISO 12931 peut de par son application aider les entreprises à mieux protéger leurs produits, car elle leur apporte une méthodologie et des critères pour évaluer et mettre en œuvre les différentes solutions d'authentification d'un produit matériel (hologramme, étiquette anti-effraction, nanoparticules...). Elle donne des repères en informant les industriels sur les typologies d'outils d'authentification existants et sur les questions à se poser pour choisir le mieux adapté. Sans développer un moyen unique d'authentification, l'ISO 12931 propose une approche, adaptable à tous types d'organisations, afin que les entreprises définissent «leur propre» méthode pour lutter contre la contrefaçon de leurs produits et qu'elles puissent évaluer et comparer les solutions du marché.



Ph.D.R. : duits respectent les dispositions en matière de santé, de sécurité et d'environnement.

**Comment intervient justement votre Institut dans cette action ?**

L'IANOR est un organisme dont les activités premières sont l'élaboration puis le maintien de normes algériennes destinées à des utilisateurs extérieurs dits «parties intéressées».

Nos activités peuvent inclure le développement, la coordination, la publication, la révision et la modification ou l'interprétation de telles normes, par exemple celles relatives à la lutte contre la contrefaçon. Ce qui permet aux utilisateurs d'avoir accès aux expériences acquises par les entreprises et les autorités de contrôle sur les questions d'authentification, de disposer d'une meilleure connaissance des solutions d'authentification utilisées, dans le respect des règles de la concurrence et de mieux appréhender les niveaux de fiabilité requis pour les différentes solutions d'authentification en fonction de leurs niveaux de performance.

En outre, les normes font référence aux éléments permettant d'évaluer l'efficacité de la solution proposée. Enfin, les précautions à prendre, ainsi que les principes de prévention à mettre en œuvre lors de la fabrication de la solution d'authentification peuvent et/ou sont précisées selon les besoins exprimés par les comités techniques nationaux de normalisation. L. N.

**Pourtant le pays dispose bel et bien d'un cadre réglementaire pour sévir contre ce fléau ?**

Le ministère du Commerce, à qui incombe la surveillance du marché, participe à cette lutte et joue un rôle important dans la protection du consommateur. D'une part en s'assurant que les produits mis sur le marché respectent les réglementations techniques pertinentes et d'autre part en retirant les produits dan-

gereux du marché. Pour vérifier la conformité des produits, les autorités peuvent faire appel à des laboratoires d'essais ou des organismes d'inspection et de contrôle accrédités selon les normes d'évaluation de la conformité.

Cette accréditation, délivrée par Algérac, atteste de la compétence de ces organismes pour déterminer la conformité des produits et constitue ainsi un gage de confiance supplémentaire pour s'assurer que les pro-

## La contrefaçon gangrène tous les secteurs

### La copie, un marché juteux !!!

C'est un fléau économique qui gagne tous les secteurs, la contrefaçon prend des proportions alarmantes narguant toute loi et tous dispositifs de lutte. Les chiffres des saisies annoncées régulièrement par les services de sécurité tous types confondus ne révèlent que la partie immergée de l'iceberg. Les conséquences de la contrefaçon se répercutent aussi bien sur l'Etat que sur les entreprises. En effet, la contrefaçon fait que l'Etat ne perçoit pas d'impôts sur ces produits fabriqués et distribués illégalement ce qui forcément amoindrit sa capacité financière en termes de budget à investir pour les services publics. Pour ce qui est des entreprises, principales victimes des contrefacteurs, le préjudice est essentiellement traduit par une perte de chiffre d'affaires, de parts de marché, une perte pour le commerce national due aux achats de contrefaçon à l'étranger.

En juin 2016, «ce sont plus de 60% de produits contrefaits qui sont importés», selon le directeur général des Douanes, Mohamed Abdou Bouderbala, lors de son allocution d'ouverture des travaux de la cinquième Conférence nationale des cadres de l'administration des Douanes à Tlemcen. Ce qui laisse présager un bilan

d'activité encore plus dense d'ici à la fin de l'année en cours. Il s'agit là d'un fléau socio-économique inquiétant en ce sens où aujourd'hui tout se copie. Le marché de la contrefaçon devient amplement un créneau lucratif et prospère qui désormais ne touche pas uniquement aux effets vestimentaires ou autres articles de maroquinerie et produits de luxe ainsi que les produits cosmétiques, parapharmaceutiques, articles scolaires... mais va jusqu'à toucher les produits alimentaires et les boissons dont les sodas et les alcools. L'industrie des logiciels n'est pas en reste et qui selon les spécialistes «rapporte quatre fois plus que celui du cannabis», des supports audiovisuels et de matériel servant à la confection de ces supports. Ce à quoi s'ajoutent et à un degré autre de dangerosité, les appareils ménagers, réchauds, poêles et radiateurs à gaz défectueux causant l'asphyxie de dizaines de personnes annuellement.

Ce «marché gris», comme l'appellent les experts est nettement issu des pays à économies émergentes, notamment en Asie où sont délocalisées les usines de marques et qui comptent un faible coût de main-d'œuvre tels que la Chine qui produit 80% des contrefaçons dans le

monde, l'Inde, la Thaïlande, le Pakistan, la Turquie et la Russie.

**Pièces détachées et médicaments contrefaits, une atteinte à la santé publique**

Dans ce contexte, la pièce détachée d'une manière générale, celle des véhicules particulièrement est l'autre marché juteux de trafiquants sans foi ni loi. En effet, disques d'embrayage, joints de culasse, biellettes et triangles de direction... le marché parallèle de la pièce détachée des véhicules, dont une bonne partie est fabriquée en Europe, constitue un autre segment fort en termes de contrefaçon ne répondant à aucune norme en matière de sécurité et de qualité. D'ailleurs dans les causes d'accidents de la route évoquées par la Gendarmerie nationale, les préjudices portés par la qualité médiocre de ces pièces détachées en termes de mortalité et de handicaps moteurs des blessés, reviennent d'une manière récurrente. Par ailleurs, l'autre tendance de ce fléau sans scrupule consiste en la vente de médicaments falsifiés. En effet, en l'absence de contrô-

leurs ou d'inspecteurs de pharmacie, les pharmaciens ne cessent de tirer la sonnette d'alarme sur «un réseau de trafic qui commence à se tisser autour de la corporation», avertissait à plusieurs reprises Lotfi Benbahmed, président de l'Ordre des pharmaciens. Il s'agit notamment de psychotropes qui généralement se vendent sans vignettes ni traçabilité. Outre le holà des professionnels, les services de sécurité dans leurs saisies font état continuellement de quantités plus ou moins importantes de psychotropes en comprimés ou en liquide confisqués. L'organisation et l'incidence de cette activité est telle qu'elle s'établit, via des réseaux de contrebande, comme étant «une activité criminelle aussi complexe que sophistiquée» pour qui la lutte est une mission presque impossible à laquelle pourtant il faudra bien mettre un terme ou tout au moins amenuiser.

L'existence du comité intersectoriel, les actions des services de sécurité, les accords signés avec les titulaires de marques internationales demeurent bien insuffisantes pour contrer ce fléau. D'où l'urgence de la finalisation, de l'adoption et surtout de l'application du projet de loi de lutte contre la contrefaçon. L. N.

— Mohamed VI insiste sur la solidarité entre les deux pays —

## Un langage d'apaisement entre Alger et Rabat

■ Le président Bouteflika et le roi Mohamed VI échangent des messages diplomatiques malgré les remous qui existent toujours entre les deux pays. Mais les deux responsables laissent toujours une porte ouverte pour continuer les relations de voisinage, notamment dans une conjoncture sécuritaire inquiétante au niveau de la région.

Par Nacera Chennafi

**A** l'occasion de la célébration par le peuple marocain du double anniversaire de la révolution du roi et du peuple et de la fête de la jeunesse, le président Bouteflika a félicité le roi Mohamed VI à travers un message. «Il m'est particulièrement agréable, au moment où le peuple marocain frère célèbre le double anniversaire de la glorieuse révolution du roi et du peuple et de la fête de la jeunesse, de vous adresser, au nom du peuple et du gouvernement algériens et en mon nom personnel, mes meilleurs vœux, priant Dieu Tout-Puissant de vous accorder ainsi qu'à l'honorable famille royale santé et bien-être, et au peuple marocain frère davantage de progrès et de prospérité dans la paix, la sécurité et la stabilité.»

Pour sa part, le roi Mohamed VI semble changer de langage envers l'Algérie et si dans un passé récent, il ne rate aucune occasion pour l'accuser concernant le dossier sahraoui, cette fois, le roi insiste sur l'importance de la solidarité entre le Maroc et l'Algérie et faire face ensemble aux défis sécuritaires au niveau de la région. Dans un discours prononcé dans la soirée de samedi à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution du roi et du peuple marocain, Mohamed VI a d'abord rappelé «la coordination et la solidarité entre la résistance marocaine et le FLN». Dans ce cadre il a souligné que «la résistance marocaine a offert le soutien matériel et psychologique à la Révolution algérienne pour faire face à la campagne féroce dont elle faisait l'objet de la part de la puissance coloniale», ajoutant que



Ph / DR

l'Algérie et le Maroc ont ensuite joué un grand rôle dans la libération et l'indépendance de l'Afrique, a poursuivi le roi. Le souverain marocain revient sur la conjoncture sécuritaire dans la région qui nécessite selon lui une solidarité entre les deux pays. «Nous avons tant besoin aujourd'hui dans la conjoncture que traversent les peuples arabes et la région du Maghreb de cet esprit de solidarité pour relever les défis communs de développement, les défis liés à la sécurité», dira le roi. Il a émis le souhait de renouveler la solidarité entre les peuples algérien et marocain. «Nous aspirons à renouveler l'engagement et la solidarité entre les deux peuples algérien et marocain pour continuer à travailler ensemble sur les questions maghrébines et arabe». Bien avant, le président Abdelaziz Bouteflika a adressé un message de vœux au roi Mohamed VI, à l'occasion de la célébration par le peuple marocain du double anniversaire de la Révolution du roi et du peuple et de la fête de la jeunesse. Il a réitéré sa «ferme détermination à

œuvrer de concert avec votre majesté au raffermissement des liens de fraternité et de solidarité entre nos deux peuples frères au mieux de leurs aspirations au progrès et à la prospérité». «En cette heureuse circonstance qui marque une étape importante dans l'histoire de la lutte du peuple marocain frère pour le recouvrement de sa liberté et de son indépendance, je tiens à remémorer les valeurs d'entraide, de cohésion et de construction commune puisées dans la lutte commune et les énormes sacrifices consentis par nos peuples maghrébines pour se libérer du joug colonial», a ajouté le président Bouteflika.

Le chef de la diplomatie algérienne, Ramtane Lamamra, a indiqué hier que «le message du président Bouteflika était clair sur la volonté de coopération entre l'Algérie et le Maroc dans tous les domaines». Ces messages qui ont un caractère protocolaire permettant de laisser la porte ouverte aux relations de voisinage entre les deux pays mais ceci ne veut pas dire que du jour au lendemain ces rela-

tions seront loin de tous remous. D'ailleurs, les frontières terrestres restent toujours fermées malgré les appels de Rabat pour leur ouverture et on parle même de la construction d'un mur en acier tout au long de ces frontières. Selon des rapports de médias, il s'agit d'un «mur en béton armé formé de plaques de 7,5 mètres de hauteur et de 2 mètres de largeur». «Les grues s'activent actuellement le long du tracé frontalier en face du douar Chraga, commune rurale de Bni Khaled qui se situe à 7 km du sud d'Ahfir». Ces rapports avancent le motif de «la lutte contre la contrebande et notamment contre les "hallabas" (trafiquants de carburant) ainsi que contre les trafiquants de drogue».

Par ailleurs, la question de la demande du Maroc de réintégrer l'Union africaine à condition de retrait de la république sahraouie est aussi un autre point qui empoisonne les relations algéro-marocaines. Le Roi a renouvelé son appel pour le retour de son pays à l'UA.

N. C.

### Visite du ministre d'Etat nigérien en Algérie La question sécuritaire au menu

**L**es questions sécuritaires ont été au menu de la visite du ministre d'Etat nigérien, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique, de la Décentralisation et des Affaires coutumières et religieuses, Mohamed Bazoum, hier en Algérie. Le ministre d'Etat nigérien, Mohamed Bazoum, est en Algérie pour aborder le plan sécuritaire entre son pays et l'Algérie dans le but de contrecarrer toute forme de terrorisme et de crime organisé, d'autant que la région fait face à de sérieux dangers sécuritaires générés par ces deux phénomènes. S'exprimant lors d'un point de presse après son entretien avec le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui, le responsable nigérien, a indiqué que les échanges qu'entretiennent l'Algérie et le Niger sur les questions de sécurité dans la sous-région ont pour but de rendre «plus efficace» l'action commune et la collaboration

«mieux structurée». Pour le ministre nigérien, il était de bon temps d'avoir des échanges sur ce genre de questions de sécurité afin de rendre notre action commune plus efficace et de parvenir à une collaboration mieux structurée. Relevant avoir «abordé avec le ministre de l'Intérieur algérien les questions de sécurité telles qu'elles préoccupent» les deux pays, le ministre nigérien a souligné qu'Alger et Niamey «ont les soucis de tous les voisins. «Nous sommes dans un contexte sous-régional marqué ces dernières années par des fléaux de grosses calamités comme le terrorisme, l'instabilité et l'absence d'Etat dans un certain nombre de pays voisins, notamment la Libye, l'affaiblissement des Etats du fait des situations d'instabilité comme c'est le cas au Mali». Il a salué, les «efforts prodigieux» de l'Algérie en matière de sécurité. En visitant le centre de commandement et de contrôle relevant de la

Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), M. Bazoum a estimé que l'Algérie a consenti des «efforts prodigieux» pour la sécurité des biens et des personnes grâce à l'introduction de nouvelles technologies, telle que la fibre optique. «Je suis très impressionné par ce que j'ai vu dans ce centre et j'étais loin de m'imaginer qu'on pouvait atteindre ce niveau de performance et d'assurer ce niveau de sécurité pour la ville d'Alger et l'ensemble du territoire algérien», s'est-il réjoui. Lors de cette visite, le ministre nigérien a eu des explications sur les missions et le fonctionnement du centre et s'est informé plus particulièrement du système de contrôle, par caméras de surveillance, de l'aéroport international Houari-Boumediene et des infrastructures sportives, ainsi que la régulation de la circulation routière et la lutte contre la criminalité.

Louiza Ait Ramdane

### LA QUESTION DU JOUR

#### La préférence américaine pour les Kurdes

suite de la page Une

**I**l ne peut envoyer impunément son aviation bombardier les Kurdes, dont les Américains n'arrêtent pas de dire qu'ils sont leurs meilleurs alliés dans la lutte contre Daech, tant en Syrie d'ailleurs qu'en Irak. Cette préférence marquée des Américains pour les Kurdes est un élément essentiel. Elle n'allait pas de soi. L'allié privilégié des Américains dans la région, celui aux intérêts duquel ils auraient dû veiller en tout premier lieu, c'était en principe la Turquie, un pays appartenant depuis toujours à la même alliance militaire qu'eux. Or que font-ils ? Exactement le contraire de ce qu'elle était en droit d'attendre d'eux : ils arment, conseillent, protègent le camp même qu'eux-mêmes considèrent comme leur pire ennemi : les Kurdes. Prendre fait et cause pour ces derniers, c'est agir en ennemi avec les Turcs. Le rapprochement de la Turquie avec la Russie est sa riposte à la préférence américaine, c'est-à-dire à la trahison dont ils estiment être l'objet de la part d'un vieil allié. Pour lui faire échec, la Turquie est prête à tout, et d'abord à s'entendre avec le régime syrien, ce qui implique un renversement d'alliances. Elle était dans le camp mené par les Américains, et si entièrement qu'elle n'a pas craint d'abattre un avion russe il y a moins d'une année, la voilà qui se prépare à passer avec armes et bagages dans le camp dominé par les Russes. D'ici à ce qu'elle se réconcilie tout à fait avec Damas, et en vienne à lui apporter son soutien au plan militaire, il n'y a peut-être pas loin. Son Premier ministre a annoncé des décisions importantes dans les six mois qui viennent par rapport à la crise syrienne. Déjà elle a fait savoir qu'elle consentait à ce que Bachar Al Assad reste plus longtemps au pouvoir que le temps dont il est censé avoir besoin pour céder le pouvoir à la rébellion «modérée», dont elle abrite les représentants. Qu'elle se décide ou non à renverser complètement sa politique syrienne, à changer ou non de camp, ne dépend toutefois pas d'elle, mais des engagements véritables des Américains envers les Kurdes. S'il s'avère que leur but n'est pas tant de se battre au sol par leur intermédiaire contre Daech que de les aider dans leur quête d'un Etat national, alors on peut être sûr que la Turquie franchira le rubicond.

M. M.

Dans un bilan de la saison estivale

# La Protection civile pour «l'éducation routière dans les programmes scolaires»

■ «Il faut impérativement intégrer l'éducation routière dans les programmes scolaires ; à ce propos, je lance un appel au ministère de l'Éducation nationale pour l'application de l'article 21 de la loi 87-09 qui la régit», a affirmé hier Mohamed El-Azzouni, président de l'association Tariq Essalama.



P.H.D. R.

ce qui est des accidents de la route, l'éducation routière reste la plus citée. Sur ce point Mohamed Elazzouni, a rappelé toute l'importance à mettre à exécution cette dernière car, selon lui, l'apprentissage des règles de sécurité routière doit se faire dès le jeune âge pour que les futurs prétendants au permis de conduire soient responsabilisés. «La stratégie de l'éducation routière existe chez nous dans les textes, elle est régie par les lois 87-09 et vraiment indispensables pour un meilleur résultat dans la sécurité routière. Celle-ci a été pourtant adoptée à l'APN depuis 29 années et approuvée par le président de la République de l'époque, mais jusqu'à aujourd'hui elle peine à être exécutée sur le terrain et pour ma part, j'appelle le ministère de l'Éducation à intervenir dans ce sens pour l'intégrer dans nos programmes scolaires», a-t-il souligné. Par ailleurs, s'agissant des autres incidents comme les feux de forêt et les noyades, allant même aux catastrophes naturelles, pour le colonel Achour Farouk, sous-directeur des statistiques et de l'information à la direction générale de la Protection civile, c'est au citoyen d'être plus conscient et à qui revient la première responsabilité pour se prémunir de tous ces dangers avant même leur arrivée. Y. D.

Par Yacine Djadel

Chaque été, comme c'est le cas pour toute l'année, les citoyens algériens se heurtent à plusieurs incidents de tous genres. Des noyades meurtrières à la plage, au nombre effarant de vies humaines enregistrées dans les accidents de la route, passant par ces milliers d'hectares de patrimoine

forestier ravagé, les drames ne cessent de susciter l'émoi, à chaque fois, au sein de la société. Afin d'y remédier, la Protection civile, en tant qu'acteur fondamental à lutter avec acharnement contre toutes ces catastrophes, passe toujours par la sensibilisation de la société civile, avant d'opérer sur le terrain. A cet effet, dressant hier son bilan pour l'année 2016, au niveau de son centre

national d'information à Ain Naadja, celle-ci n'a pas manqué d'insister sur le volet de la prévention, notamment à l'égard du citoyen. Le facteur humain étant à 90% la cause première de ces différents désastres, a été l'objet central des débats lancés par les principaux intervenants.

D'après les récentes données présentées par ces derniers, entre 105 personnes

mortes noyées, 2 911 forêts incendiées ainsi que 1 267 décès liés aux accidents de la route, le bilan général présenté par les services de la Protection civile, même en nette régression, concernant certains points, ce dernier reste toujours alarmant. A ce propos, parmi les manquements et défaillances qui pénalisent toujours la stratégie de la tutelle contre ces fléaux, surtout pour

Rouget, merlan et crevette entre 1 600 et 2 700 DA/kg

## Le prix du poisson fait fuir le consommateur

Un vent de folie traverse ces derniers jours les halles et marchés aux poissons avec des hausses des tarifs jamais égalées qui ont rendu cette denrée désormais inaccessible pour les consommateurs algériens sauf à regarder les étalages de loin. Les prix y sont devenus astronomiques, synonymes de surenchère par excellence, où la sardine, considérée comme le poisson abordable pour les bourses modestes, plafonne irrésistiblement entre 400 et 600 DA le kilo. Pour les autres espèces qui flambent depuis une longue période dans un marché sous-apprivoisé, les prix observent la même hausse en flèche avec des moyennes décourageantes qui vont de 1 600 à 2 000 DA le kg, alors que les crevettes battent tous les records pour atteindre les 2 700 DA le kg, chaque jour apportant sa mauvaise surprise à la grande consternation des consommateurs désarmés qui ont bien remarqué l'envolée de cet aliment. En effet, les coûts des poissons blancs et bleus ont atteint des seuils vertigineux, au

point où le citoyen ordinaire a tout bonnement éliminé de sa «table» les plats à base de ces produits de mer. Pour s'en convaincre, il suffit de faire un tour à la poissonnerie du marché Clauzel, où le rouget, le merlan et le thon ont atteint des prix oscillant entre 1600 et 2000 DA/kg. Une situation qui affecte le panier de la ménagère comme l'explique cette dame que nous avons rencontrée: «Il y a du poisson au marché mais c'est très cher». «Avant, il y avait pour tous les goûts et toutes les bourses, contrairement à ces dernières années où les prix de la sardine ont pris un envol en flèche», se désole Ahmed, vendeur de poisson. Des vendeurs qui avaient l'habitude d'exposer leurs produits à des prix concurrentiels, ont estimé que cette situation les dépassait et que les citoyens boudaient le poisson en raison de la hausse des prix qui vont au-delà de leur pouvoir d'achat. Certains ont même refusé de commercialiser le poisson si la hausse venait à persister, estimant que cette augmentation ne



P.H.D. R.

servait ni le commerçant ni le simple citoyen. Des clients rencontrés sur place se sont dits surpris de la flambée des prix dans ce marché connu pour être

le meilleur en raison de ses prix concurrentiels. «A 600 DA/kg, la sardine n'est plus pour les familles à faible revenu», a confié une mère de famille habituée à

faire ses achats dans ce marché. Au marché Ali-Mellah, la crevette est proposée à 2 700 DA alors que la sardine est vendue à 400 DA/kg pour la qualité moyenne, et à 600 DA pour la qualité supérieure. Les prix exposés au marché Ali-Mellah sont proches des prix de la pêcherie d'Alger, justifiés, selon les commerçants, par la qualité des poissons frais. Les vendeurs au marché Ali-Mellah et la pêcherie d'Alger imputent la hausse des prix à la période de repos biologique, fixée pour cette année du 1er mai au 31 août. Alors que d'autres l'expliquent par le nombre élevé de revendeurs. Les quantités de poissons pêchés passent par 3 à 4 revendeurs avant d'atteindre le marché de détail. Cependant, ces arguments ne sont pas valables, vu la hausse des prix enregistrée en d'autres périodes de l'année. En attendant, nos mers jadis poissonneuses sont devenues un mythe. Désormais, le boycott du poisson s'impose au commun des Algériens, inaccessibilité oblige.

Meriem Benchaouia

L'accession de l'Algérie à l'OMC

# Un nouveau président du groupe de travail prochainement désigné

■ Un nouveau président du groupe de travail de l'accession de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sera désigné prochainement en remplacement à l'ambassadeur argentin Alberto d'Alotto dont la mission auprès de l'OMC a pris fin en mai dernier, a-t-on appris dimanche auprès du ministère du Commerce.

Par Ahmed A.

«Le mandat de M. D'Alotto en tant que représentant permanent de l'Argentine auprès de l'OMC s'est achevé fin mai dernier. Les procédures sont en cours pour la désignation d'un autre président du groupe de travail chargé de l'accession de l'Algérie à cette organisation», a souligné à l'APS une source du ministère du Commerce. Selon cette source, c'est le Conseil général de l'OMC qui va désigner dans les mois à venir le nouveau président. «Nous sommes consultés par l'OMC mais c'est son Conseil général qui va désigner le nouveau président puisque le groupe de travail est un organe de l'organisation», a expliqué la même source. Les présidents des groupes de travail, ajoute-t-on, sont désignés parmi les ambassadeurs des représentants permanents des pays membres auprès de l'OMC.

Dans son dernier bulletin d'in-

formation sur les accessions à l'organisation, l'OMC a indiqué que les consultations sur la désignation d'un nouveau président pour le groupe de travail de l'accession de l'Algérie se poursuivaient entre les deux parties. Il s'agira, donc, du 6<sup>e</sup> président du groupe de travail pour l'accession de l'Algérie après l'argentin Alberto d'Alotto (juillet 2012), le français François Roux (novembre 2011-juin 2012), les deux Uruguayens Guillermo Valles Galmés (mai 2004-juillet 2010) et Carlos Pérez del Castillo (juillet 1998-mai 2004) et l'argentin Juan Carlos Sanchez (février 1994-juillet 1998).

Le bulletin de l'OMC a rappelé que lors d'une rencontre entre le directeur général de l'organisation Roberto Azevêdo et le ministre du Commerce Bakhti Belaïb, ce dernier avait assuré qu'Alger présenterait dans les semaines à venir des contributions pour les négociations (réponses aux questions, plan d'action législatif et textes législatifs). Cette rencontre avait eu



lieu, rappelle-t-on, en marge de la 14<sup>ème</sup> session de la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) tenue juillet dernier à

Nairobi. L'Algérie était candidate dès 1987 au GATT, l'ancêtre de l'OMC. La première documentation sur son régime commercial avait été déposée en 1996 alors

que la première réunion du groupe de travail chargé d'examiner sa candidature s'était tenue en 1998. A ce jour, l'Algérie a mené 12 rounds de négociations multilatérales durant lesquels elle a traité 1 900 questions liées essentiellement à son système économique. L'Algérie a aussi tenu plus de 120 réunions bilatérales avec une vingtaine de pays, qui ont été couronnées par la conclusion de six accords bilatéraux avec le Cuba, le Brésil, l'Uruguay, la Suisse, le Venezuela et l'Argentine.

Créée le 1<sup>er</sup> janvier 1995, l'OMC a deux missions principales : définir de nouvelles règles du commerce international, et régler les conflits commerciaux entre ses pays membres.

A fin juillet dernier, l'organisation comptait 164 pays membres et 20 pays observateurs dont l'Algérie. L'accord sur la facilitation des échanges est le premier accord commercial multilatéral conclu depuis sa création.

A. A.

Pourtant considérée comme moteur majeur du développement

## La mondialisation économique est moins productive

La mondialisation économique tend à ralentir, compte tenu de la faiblesse aussi bien des échanges commerciaux internationaux que des flux d'investissements, ont estimé des experts chinois lors d'un forum économique.

Le chef de l'Institut de l'économie de l'Académie des Sciences sociales de Chine

(ASSC), Pei Changhong a indiqué que la croissance du commerce mondial est resté sous la barre des 3% pour la quatrième année consécutive, les investissements directs transnationaux sont retombés au niveau précédent la crise financière internationale et les avantages des développements technologiques à l'échelle internationale s'affaiblissent.

Bien que la mondialisation soit un moteur majeur du développement économique ces dernières décennies, elle manque aujourd'hui d'inclusion, à cause de la répartition inégale des ressources. C'est le même constat fait par Zhao Jinping, du Centre de recherche et de développement du Conseil des Affaires d'Etat. Il a indiqué que la mon-

dialisation changeait de forme et d'importance, mais se développait encore et était poussée par de nouvelles forces, dont le partenariat transpacifique. L'économiste en chef de la Banque de Chine, Cao Yuanzheng a pour sa part, souligné que le «développement inclusif» serait la prochaine étape de la mondialisation.

L'économiste a suggéré un rôle plus important des pays en développement estimant que l'initiative «la Ceinture et la Route» proposée par la Chine est un bon exemple, ayant fait avancer le développement inclusif et offert un nouveau cadre de travail à la coopération internationale.

A. S.

Après la tentative de coup d'Etat

## L'agence Fitch abaisse la perspective de la note de la Turquie

L'agence de notation Fitch a abaissé la perspective de la note de la Turquie, s'inquiétant de l'incertitude politique après la tentative avortée de coup d'Etat.

Fitch a expliqué que la perspective de la note «BBB-» de la dette turque est passée de stable à négative, impliquant que la

note pourrait être abaissée dans les prochains mois. «L'incertitude politique va avoir un impact sur la performance de l'économie et pose des risques pour la politique économique», affirme Fitch.

En dehors de la tentative de coup d'Etat, l'agence juge aussi

que les conditions de sécurité ont empiré, avec les récents violents attentats qui ont fait de nombreuses victimes. La révocation de hauts responsables militaires dans le sillage du putsch manqué du 15 juillet risque aussi de poser des problèmes pour faire régner la sécurité.

Le secteur du tourisme, qui compte pour 3% du Produit intérieur brut (PIB) et pour 13% des recettes extérieures, en subit déjà l'impact, affirme Fitch.

La croissance va ralentir du fait de plus faibles investissements et les perspectives de réformes structurelles significa-

tives, qui auraient changé la structure de l'expansion économique turque, ont diminué. La banque centrale va aussi faire face à des pressions politiques sur sa politique monétaire, ajoute l'agence. La dette extérieure devrait croître pour passer de 35% du PIB fin 2015 à 39,3% fin 2018.

Cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage les cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage, valables à compter du 21 août 2016, communiquées par la Banque d'Algérie se situent

comme suit :

La valeur du dollar est fixée à 107,09 DA à l'achat et à 113,63 DA à la vente.

La valeur de l'euro est de 121,29 DA à l'achat et de 128,73 DA à la vente.

Durant la semaine du 14 août à 19 août 2016, la valeur du dollar était fixée à 108,17 DA à l'achat et à 114,77 DA à la vente.

La valeur de l'euro était à 120,67 DA à l'achat et à 128,05 DA à la vente. Il y a un mois (cotation hebdomadaire à partir du 17 juillet 2016), la valeur du dollar était fixée à 108,66 DA à l'achat et à 115,29 DA à la vente, alors que la valeur de l'euro était de 121,10 DA à l'achat et de 128,51 DA à la vente. Il y a un an (cotation hebdomadaire du 20 août 2015), la valeur du dollar était fixée à 104,03 DA à l'achat et à 110,38 DA à la vente, alors que la valeur de l'euro était de 115,07 DA à l'achat et de 122,12 DA à la vente.

(APS)

Cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage, valables à compter du 21 août 2016+:

Billets de banque	Achat	Vente
1 USD	107,09	113,63
1 EUR	121,29	128,73
1 CAD	83,42	88,54
1 GBP	140,52	149,12
100 JPY	106,93	113,49
1 SAR	28,55	30,31
1 KWD	355,31	377,50
1 AED	29,15	30,94
100 CHF	11.190,17	11.875,92
100 SEK	1.279,54	1.358,32
100 DKK	1.629,93	1.729,72
100 NOK	1.306,82	1.387,29

Chèques de voyage	Achat	Vente
1 USD	108,18	113,63
1 EUR	122,52	128,73
1 CAD	84,27	88,54
1 GBP	141,95	149,12
100 JPY	108,02	113,49
100 CHF	11.303,77	11.875,92
100 SEK	1.292,53	1.358,32

Alger

# Réception prochaine d'un centre commercial à Rais Hamidou

■ La commune de Rais Hamidou (ouest d'Alger) se dotera à la fin de l'année en cours d'un centre commercial à la cité «Sidi Al Kebir» dont les travaux de réalisation sont estimés à 80%, a annoncé le président de la commune.

Par Ilham N.

Entre autres projets vitaux prévus pour la rentrée sociale 2016/2017, il y a la réalisation d'un important centre commercial à la cité Sidi Al Kebir qui viendra renforcer les structures commerciales existantes et qui compte 50 locaux et étals, a déclaré le président de l'Assemblée populaire nationale, Djamel Bellemou. Il a souligné que le centre commercial permettra au citoyen de faire ses emplettes dans la cité même et d'éviter le déplacement vers d'autres quartiers ou communes. Evoquant les bénéficiaires de cette réalisation, il a indiqué que les locaux et étals notamment pour fruits et légumes, seront distribués aux jeunes de la commune afin de réduire le taux de chômage. D'autre part, M. Bellemou a annoncé l'enregistrement d'un autre projet pour la réalisation d'un centre commercial au cœur de Rais Hamidou. Après étude, le coût du projet s'élève à 5 200 000 000 de centimes. Nous attendons le feu vert, a-t-il encore dit avant de déplorer



le manque de structures éducatifs, tous paliers d'enseignement confondus, au niveau de la dite commune. Il a indiqué qu'un projet de wilaya avait été déposé pour la réalisation d'un collège sur les hauteurs de la commune. L'étude du projet avait été finalisée et une enveloppe financière a été dégagée mais après les mesures d'austérité et la décision de rationaliser les dépenses, ce dernier a été gelé.

M. Bellemou a également évoqué le problème de transport des élèves vers les écoles dans la même commune, précisant que 4 autobus scolaires ont été réservés pour la prise en charge des écoliers notamment en hiver. Le seul lycée de la commune accueille des élèves de Bainem et de Bologhine notamment, a-t-il ajouté tout en souhaitant que les autorités dégèlent le projet de la construction du collège pour régler le problème de surcharge des classes. Le même responsable a en outre indiqué que les travaux de raccordement des quartiers au gaz de ville ont été lancés à travers 13 sites.

I.N./APS

Djelfa

## Un centre avancé de la Protection civile inauguré sur l'axe de la RN1

Un centre avancé de la Protection civile a été inauguré sur l'axe de la RN1 traversant la wilaya de Djelfa, du Nord au Sud. Selon les explications fournies sur place aux autorités locales, ce centre avancé, mis en service dans la cadre des festivités de commémoration de la Journée du moudjahid et du Congrès de la Soummam (20 août 1956), est situé dans la région de Sder (à une vingtaine de km au sud de la wilaya), sur l'axe de la RN1 reliant Djelfa à Laghout. Auparavant, la structure faisait office de

siège de la garde communale, avant de faire l'objet d'une opération de réaménagement d'un coût de 11 millions da, a-t-on ajouté. Le centre est équipé d'une ambulance et d'un camion anti-incendie. Les responsables de la protection civile de la wilaya ont appelé, à l'occasion, à la multiplication de ce type de structures, garantissant une célérité des interventions durant les accidents de la circulation, dans un objectif de réduction du nombre des victimes de la route. Durant son intervention, le wali Abdelkader Djelaoui a sou-

ligné la disponibilité, au niveau de ce centre avancé de la protection civile, d'un bloc pour l'accueil et la prise en charge (restauration et hébergement) de personnes prises en charge dans la région, à cause d'aléas climatiques, entre autre. «Il s'agit là d'un acquis, qui soutiendra la protection civile dans sa noble mission au service du citoyen», a-t-il relevé. Les autorités de la wilaya se sont rendues, par la même occasion, dans un deuxième centre similaire déjà opérationnel, sur la même RN1, sur l'axe reliant Hassi

Bahbah à Ain Ouessara (au nord de Djelfa). Selon le directeur de la protection civile de la wilaya, le lieutenant colonel Amichi Hakim, les agents relevant de ces centres avancés ont bénéficié de formations de base en matière de secours routiers.

Ali O./agences

Sidi Bel-Abbès

## Poursuite de la lutte contre les incendies de forêt

Les éléments de la Protection civile et de la Conservation des forêts poursuivent la lutte contre plusieurs incendies, déclarés depuis mercredi dernier au niveau de plusieurs forêts, situées à l'Est et au sud de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, a-t-on appris du conservateur par intérim de la wilaya. Parmi les feux en cours de maîtrise figurent ceux déclarés au niveau de la forêt de Guettarniya, limitrophe aux

communes de Sfisef, Ain Adhan, au Sud de la wilaya ainsi que la forêt, avoisinant les localités de Telagh, Tighalimet et Tibouaziz. Par contre, les sinistres survenus dans les sites boisés de Merrine et Dhaya ont été maîtrisés, a confirmé Yousfi Abdelkader. D'importants moyens humains et matériels dont des colonnes mobiles ont été mobilisés pour circonscrire les feux. Toutefois, l'avancée

des pompiers a fortement gênée par le relief accidenté dans ces zones montagneuses et par la persistance de la canicule, ajoute-t-on. Pour cette journée du samedi, trois nouveaux incendies ont été enregistrés, deux à Sfisef, un autre au niveau du site boisé de la commune de Ras El Ma. Les trois sinistres ont été maîtrisés définitivement, a souligné le chargé de communication à la direction

de la protection civile de Sidi Bel-Abbès, Kada Ouareth, qui a indiqué que les incendies, enregistrés ce week-end, ont détruit de grandes superficies de forêts et de maquis. Aucun bilan sur ces dégâts n'a été établi pour le moment. La conservation des forêts de la wilaya de Sidi Bel Abbès a recensé 1.089 has de surfaces boisées endommagées par 69 incendies déclarés entre le 1er juin au 15 août courant. F.T.

## Mascara Ensemencement d'alevins dans 12 bassins d'irrigation agricole

UNE OPÉRATION d'ensemencement d'alevins a été organisée, dernièrement, au niveau de 12 bassins d'irrigation agricole dans la wilaya de Mascara, a-t-on appris de la chef de la station de la pêche et aquaculture de la wilaya. Melle Tayebi Mouna a souligné que cette opération, lancée le premier semestre de l'année en cours à l'initiative du ministère de l'agriculture, du développement rural et de la pêche vise l'ensemencement d'alevins au niveau de 20 bassins d'irrigation agricole avant la fin de l'année en cours. L'opération a permis, selon la même responsable, l'ensemencement de 100 petits alevins de Tilapia qui vivent en eaux douces dans chaque bassin avec le concours des exploitants agricoles. La station de la pêche et aquaculture de la wilaya de Mascara a procédé, ces dernières années, à l'ensemencement de 1, 310 million d'alevins de carpe argenté au niveau des barrages et retenues collinaires de la région. Ces poissons sont ensuite pêchés, en vertu de conventions signées entre le ministère de tutelle et des opérateurs du secteur de la pêche et aquaculture. Les recettes des droits de permis d'exploitation sont versées au Trésor public, rappelle-t-on. R.R.

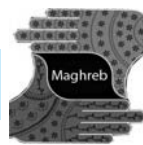
Batna

## Des foyers raccordés au réseau de gaz naturel à Fesdis

Pas moins de 146 foyers de la commune de Fesdis dans la wilaya de Batna, ont été raccordés au réseau de distribution publique de gaz naturel au cours d'une cérémonie marquée par la joie des familles bénéficiaires, a-t-on constaté. La mise en gaz a nécessité un investissement public de près de 42 millions de dinars, a-t-on précisé, détaillant que ce projet a été financé à 75% sur budget de la wilaya et à hauteur de 25% par la société de distribution du gaz et électricité Est SDE-Batna, avec une contribution forfaitaire

des bénéficiaires estimée à 10 000 dinars. Des efforts considérables sont déployés dans la capitale des Aurès pour assurer une meilleure couverture en matière de gaz naturel, a-t-on noté soulignant qu'actuellement le taux de couverture en gaz naturel a atteint 73 % dans la wilaya de Batna et devra dépasser les 75 % au terme de l'exécution, d'ici au premier trimestre 2017, des programmes engagés. Il est également attendu le raccordement de 5 000 autres foyers au gaz naturel «avant la fin de l'année en cours»,

a-t-on fait savoir. Au cours de cette cérémonie, présidée par les autorités locales de la wilaya, inscrite dans le cadre des festivités de commémoration du double anniversaire de l'offensive du Nord-Constantinois (20 août 1955) et du Congrès de la Soummam (20 août 1956), les familles bénéficiaires ont exprimé leur joie affirmant que le raccordement au réseau du gaz naturel met fin à des années d'attente et au «calvaire d'acheminement des bonbonnes de butane, loin d'être toujours disponibles». APS



Tunisie

# Le Premier ministre Youssef Chahed dévoile son gouvernement

■ Le Premier ministre tunisien désigné, Youssef Chahed, a annoncé la composition de son cabinet, appelé à faire face à «une conjoncture difficile et exceptionnelle». Dans une déclaration télévisée, M. Chahed a souligné assumer «l'entière responsabilité» dans le choix des membres du nouveau gouvernement, qui regroupe «des personnalités politiques et des compétences nationales».

Par Faiza O.

Les ministères régaliens n'ont pas changé de titulaires avec Hedi Majdoub à l'Intérieur,



Khemaies Jehinaoui aux Affaires étrangères et Farhat Horchani à la Défense nationale. Les principaux ministres sortants sont ceux de la Santé, des Finances, Slim Chaker, pressenti pour un poste de conseiller présidentiel, et du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale, Yassine Brahim, président du parti Afek Tounès, qui a formulé le voeu de ne pas rempiler. Composée de 26 ministres et de

14 secrétaires d'Etat, l'équipe gouvernementale comprend 8 femmes et 14 jeunes, dont 5 âgés de moins de 35 ans, a précisé Youssef Chahed, lui-aussi a bientôt 41 ans, qui dit avoir tenu la promesse de donner une place de choix à ces deux catégories sociales dans son équipe. «Nous n'avons pas le droit de décevoir les Tunisiens», a-t-il lancé, appelant l'ensemble des acteurs politiques et sociaux à «assumer leurs responsabilités

devant les citoyens». Il a rappelé les «cinq priorités» de son gouvernement, qui sont la poursuite de la lutte antiterroriste -avec le maintien de l'équipe sécuritaire-, la déclaration de la guerre contre la corruption, l'accélération du rythme de croissance, le maintien des équilibres financiers et, enfin, la question de la propreté et de l'environnement. Un peu plus tôt, Youssef Chahed a présenté la composition de son cabinet au chef de l'Etat Béji

Caid Essebsi, tout en assurant qu'il a oeuvré pour «associer l'ensemble des composantes aux consultations». Le nouveau gouvernement doit se présenter, désormais, pour un vote de confiance devant l'Assemblée des représentants du peuple (ARP, Parlement) qui, selon toute vraisemblance, devra tenir une session extraordinaire. Youssef Chahed est un technocrate reconverti dans la politique au sein du parti de Nidaa Tounès, formation fondée par Béji Caid Essebsi et vainqueur des législatives de 2014. Il a été désigné le 3 août dernier pour conduire l'exécutif en Tunisie, après que le Parlement a voté, à une écrasante majorité, pour le retrait de confiance au gouvernement Essid, qui refusait de présenter sa démission pour baliser le terrain devant l'avènement d'un gouvernement d'union nationale, tel que souhaité par le chef de l'Etat. Neuf partis et trois organisations nationales, essentiellement la puissante centrale de l'UGTT et le patronat, ont adhéré à l'initiative présidentielle, annoncée le 2 juin dernier, en vue de la mise en place d'un gouvernement jouissant du consensus le plus large.

F. O./APS

## Camps de réfugiés sahraouis/Intempéries

### Des centaines de familles sans-abri, affirme le Croissant-Rouge

Quelque 400 familles dans les camps de réfugiés sahraouis se trouvaient sans abris suite aux pluies diluviennes qu'a connu la région, surtout les wilayas d'El-Ayoune et Dakhla lundi dernier, alors que 11 personnes ont été blessées dont l'une d'elles se trouve dans un état grave, indique un communiqué du Croissant rouge sahraoui dressant samedi un bilan des dégâts. «Suite aux violentes pluies vécues par la wilaya d'Ayoune dans les campements de réfugiés sahraouis, l'après-midi du 15 août 2016, le Croissant-Rouge sahraoui a entrepris avec une mission conjointe composée de 12 organisations dont les Agences de Nations unies (le Haut-Commissariat pour les Réfugiés, le Programme Alimentaire Mondial, Unicef) et les Organisations non-gouvernementales opérantes dans les campements pour visualiser la situation humanitaire, les dégâts dans les habitations des réfugiés, dans les infrastructures de base et en même temps évaluer les besoins urgents», a précisé le CRS. «Les violentes pluies ont causé des blessures à 11 personnes, dont l'une est dans un état grave. Tous les blessés ont été pris en charge par les services de santé de la wilaya et 6 parmi eux ont été évacués à l'hôpital de Tindouf le plus proche

pour recevoir les soins», selon le communiqué du CRS, ajoutant que pour «les dégâts matériels selon les premières données, plus de 400 familles avaient perdu totalement ou partiellement leurs habitations et leurs rations alimentaires mensuelles d'une manière significative». Quant à l'infrastructure de base, ajoute le CRS, elle a été grandement affectée et en particulier les institutions de l'enseignement, les centres de formation. «Des 8 écoles, 5 parmi elles avaient des dégâts allant de 30 à 60% et recevaient plus de 5 300 élèves.

Les crèches aussi ont été également endommagées à plus de 10%, comme ce fut le cas des centres de formation des handicapés, de la jeunesse, le centre d'apprentissage des langues et d'informatique, l'atelier de menuiserie et de l'artisanat en plus de l'école d'agriculture», déplore le Croissant-Rouge sahraoui. «Quant aux installations sanitaires, l'hôpital régional a été endommagé au niveau de la maternité infantile et des services administratifs», selon le texte, indiquant que «le service d'approvisionnement en eau a été

aussi affecté et l'une des réserves principales a été endommagée.» Selon le premier rapport de cette mission déployée sur le terrain, «pour répondre aux nécessités humanitaires les plus urgentes il faudra au moins 800 milles dollars pour l'approvisionnement en tentes et matériaux de construction afin d'aider les familles endommagées à réhabiliter leurs habitations, pour la réhabilitation du secteur de l'enseignement, la réhabilitation des institutions sanitaires, des réservoirs d'eau et l'assainissement et la réhabilita-

tion des établissements publics.» Le Croissant-Rouge sahraoui a, à cette occasion, exprimé sa «profonde préoccupation sur la diminution des réserves d'aliments de bases et l'absence des contributions suffisantes à couvrir les nécessités alimentaires basiques des derniers mois de l'année» et «at-tire l'attention sur l'inexistence d'un stock de tentes et des équipements divers pour faire face à d'éventuelles urgences et surtout en cette saison qui connaît habituellement de fortes pluies». Kamel L./agences

Libye

### Un comité intérimaire nommé pour gérer le fonds souverain du pays

Le gouvernement libyen soutenu par les Nations unies a annoncé la nomination d'un comité intérimaire de cinq membres pour gérer les avoirs du fonds souverain du pays qui se montent à 67 milliards de dollars (60 milliards d'euros). Le Gouvernement d'accord national (GNA) précise dans son communiqué que le comité n'aura pas le droit de céder les actifs de la Libyan Investment Authority (LIA) et qu'il devra protéger les droits du fonds. Le comité intérimaire sera dirigé par Ali Mahmoud Hassan Mohamed, indique le communiqué sans donner d'informations sur cette personne ni sur la durée de vie du comité. En ce qui concerne sa composition, le communiqué ne fait pas référence aux deux personnalités qui se disputent la présidence du LIA. Le GNA est le résultat d'un accord signé en décembre dernier sous les auspices des

Nations unies. Le GNA est arrivé à Tripoli au mois de mars avec pour mission de remplacer les deux gouvernements qui se disputent le pouvoir, l'un basé dans la capitale et d'autre dans l'est de la Libye. Le GNA essaie progressivement d'imposer son autorité dans l'ouest du pays avec l'approbation de puissants groupes armés, mais il se heurte à une forte résistance de la part des factions qui contrôlent l'Est. Le GNA travaille aussi à la réunification des institutions qui ont été scindées par les gouvernements rivaux. C'est le cas notamment de la compagnie pétrolière publique, la National oil corporation (Noc), de la banque centrale et du LIA, le fonds souverain. L'annonce du comité intérimaire intervient quelques jours après la démission d'un des deux présidents du fonds, Hassan Bouhadi, qui avait été nommé par les autorités officielles libyennes qui se

sont transportées dans l'est de la Libye en 2014 après la prise de contrôle de Tripoli par des opposants. Hassan Bouhadi est en concurrence avec AbdoulMagid Breich, qui a été nommé président du fonds en juin 2013, avant la scission. Il a démissionné un an plus tard, pour ensuite affirmer qu'il avait été rétabli dans ses fonctions sur décision d'une cour d'appel. Le LIA est également partie à deux procès contre les banques Goldman Sachs et Société générale. Il cherche à récupérer plus de trois milliards de dollars (2,7 milliards d'euros) perdus dans des transactions réalisées sous le régime du colonel Kadhafi. Plus d'un tiers des avoirs du fonds restent gelés dans le cadre des sanctions imposées à la Libye par le Conseil de sécurité des Nations unies en 2011 pour empêcher que l'argent ne se volatilise.

R.M.



Turquie

# Au moins 50 morts dans un attentat lors d'un mariage

■ Le président turc Recep Tayyip Erdogan a estimé hier que le groupe État islamique était «probablement» l'auteur d'un attentat qui a fait au moins 50 morts lors d'un mariage à Gaziantep (sud-est), le plus meurtrier cette année en Turquie.

Par Ali O.

«Le nombre de personnes tuées dans cet attentat terroriste est aujourd'hui de 50», a annoncé le gouverneur de cette province voisine de la Syrie, Ali Yerlikaya, actualisant un précédent bilan de 30 morts. L'attentat, probablement une attaque suicide, a visé samedi soir un mariage dans cette ville du sud-est de la Turquie proche de la frontière syrienne auquel assistaient de nombreux Kurdes. «Après cette affreuse attaque terroriste, nous souhaitons la miséricorde aux



morts, la patience aux familles endeuillées et un rapide rétablissement aux blessés», a dit le gouverneur, sans en préciser le nombre mais qui est proche d'une centaine. Dans un communiqué, le président Erdogan a dit ne faire «aucune différence» entre le prédicateur en exil Fethullah Gülen, qu'il accuse d'avoir ourdi le coup d'État raté du 15 juillet, les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et le groupe

jihadiste EI, «probable auteur de l'attentat de Gaziantep». «Notre pays, notre nation ne peuvent que réitérer un seul et même message à ceux qui nous attaquent: vous échouerez!» a-t-il encore écrit. Le président français François Hollande a dénoncé «avec force l'ignoble attentat terroriste» de Gaziantep. «La France se tient aux côtés de tous ceux qui luttent contre le fléau du terrorisme», a-t-il dit, selon un communiqué de la présidence. Un responsable turc a indiqué que le mariage «se déroulait en plein air» et dans un quartier du centre de Gaziantep à forte concentration kurde, ce qui renforce la piste d'un attentat jihadiste. Selon l'agence de presse Dogan, les mariés étaient originaires de la région majoritairement kurde de Siirt, plus à l'est. Le quotidien Hurriyet a indiqué qu'ils

avaient été blessés et hospitalisés mais que leur vie n'était pas en danger. D'après l'agence, un kamikaze s'est mêlé aux invités – dont un grand nombre de femmes et d'enfants – avant d'actionner sa charge. Les forces de sécurité sont désormais à la recherche de deux personnes qui l'accompagnaient et se sont enfuies. Gulser Ates, une blessée, a raconté au Hurriyet que l'attaque avait eu lieu au moment où la fête se terminait. «Nous étions assis sur des chaises, je discutais avec un de mes voisins. Il est mort, il s'est effondré sur moi durant l'explosion. S'il n'était pas tombé sur moi, je serais morte», a-t-elle dit. Le parti pro-kurde HDP a condamné l'attentat dans un email, affirmant que «beaucoup de Kurdes ont perdu la vie». M. Erdogan a jugé que les auteurs de l'attaque avaient pour objectif de semer la division entre les différents groupes ethniques vivant en Turquie. Nombre de jihadistes perçoivent les Kurdes comme des ennemis. En Syrie voisine, les milices kurdes sont en première ligne dans les combats contre l'EI. Les télévisions ont montré des ballets d'ambulances arrivant sur les lieux où des corps gisant au sol étaient recouverts de draps blancs. Des personnes sont arrivées sur place en brandissant le drapeau turc et criant «Le pays ne peut pas être divisé», mais d'autres ont tenté de leur arracher leurs drapeaux et la police a tiré en l'air pour les disperser. Comme pour chaque attentat majeur, les autorités turques ont interdit la diffusion d'images en direct par les

télévisions et réseaux sociaux. Le vice-Premier ministre Mehmet Sismek, également député de Gaziantep, a jugé «barbare d'attaquer un mariage». «L'objectif de la terreur est d'effrayer les gens, mais nous n'accepterons pas cela», a-t-il dit à la télévision. Le sud-est et l'est de la Turquie ont été secoués en milieu de semaine par trois attentats qui ont fait 14 morts et ont été attribués par Ankara au PKK. La guérilla kurde semble, après une relative trêve à la suite du coup d'État manqué du 15 juillet, avoir repris une campagne intense d'attentats contre des cibles des forces de sécurité. Gaziantep est devenue le point de passage de très nombreux réfugiés syriens fuyant la guerre qui dure depuis plus de 5 ans et demi dans leur pays. Mais la zone abriterait en dehors des réfugiés et des militants de l'opposition un nombre significatif de jihadistes. La Turquie est secouée depuis plus d'un an par une série d'attentats très meurtriers attribués à l'EI ou au PKK, notamment à Ankara et à Istanbul, où l'aéroport Atatürk a été visé fin juin lors d'un attentat attribué à l'EI qui a fait au moins 47 morts. L'explosion de Gaziantep survient alors que le Premier ministre Binali Yildirim a annoncé samedi que la Turquie souhaitait jouer un rôle «plus actif» dans la solution de la crise en Syrie afin de «faire cesser le bain de sang». Ankara est également impliqué dans la lutte de la coalition menée par les États-Unis contre l'EI.

A. O.



## Points chauds

Favori

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a un tout juste deux ans lorsque François Hollande a choisi Emmanuel Macron pour prendre le poste de ministre de l'Économie beaucoup se sont interrogés sur ce choix et surtout de savoir pourquoi le président socialiste avait jeté son dévolu sur une personnalité inconnue du grand public pour un poste aussi important au sein du gouvernement. Mais la personnalité bien trempée du jeune ministre et surtout sa propension à se défaire de la politique de la langue de bois a rapidement fait de lui le chouchou des sympathisants de gauche et semble même bien apprécié par les sympathisants de droite. Tant et si bien qu'après seulement quelques mois à son poste le ministre commence à voir son nom circuler comme une alternative possible, et meilleure, à François Hollande et même à Manuel Valls pour la présidentielle de 2017. Certainement poussé par des sondages toujours plus positifs, Macron décide alors de fonder son propre mouvement au sein de la gauche En Marche !. Un mouvement, que de nombreux observateurs soupçonnent de n'être que la première étape d'un plan au long cours pour la présidentielle de 2017 pour laquelle il estime avoir une solide chance. Or, ce week-end il a commis l'ultime outrage, du moins du point de vue de certains, en réfutant l'étiquette socialiste qui lui était jusque-là naturellement accolée. En effet, en visite au Puy-du-Fou, où il était accueilli par son fondateur, l'ancien candidat souverainiste à la présidentielle Philippe de Villiers, Emmanuel Macron en a profité pour assister à un spectacle sur des martyrs chrétiens dans l'Antiquité au côté de l'ancien leader du Mouvement pour la France. Interrogé sur le message politique que cette visite pouvait susciter, il a immédiatement balayé les commentaires, lui qui ne se dit «ni à droite ni à gauche» et a déclaré : «L'honnêteté m'oblige à vous dire que je ne suis pas socialiste». Une sortie à travers laquelle Emmanuel Macron démontre une nouvelle fois sa volonté de brouiller les pistes à quelques jours de la rentrée du gouvernement. Comme il en a l'habitude après chaque petite phrase, il s'est ensuite justifié : «Je suis dans un gouvernement de gauche mais quelle importance ? Quand vous êtes ministre, vous êtes ministre de la République et donc vous servez l'intérêt général». Mais il n'est pas certain que Hollande, qui a déjà remis plusieurs fois son ambitieux ministre à sa place ces derniers mois, soit d'accord sur le sujet ayant également maintes fois montré son agacement face aux démonstrations médiatiques de Macron. Reste à savoir si le président français prendra sur lui de virer le ministre qui se fait de plus en plus impertinent ou s'il préférerait éviter de faire de lui un martyr et l'aider ainsi à étoffer encore plus sa popularité.

F. M.

Corée du Nord

## Pyongyang pourrait tenter d'assassiner des transfuges, selon Séoul

Séoul a mis en garde hier contre le risque de voir Pyongyang tenter d'assassiner des transfuges, en riposte à la récente série de défections de responsables nord-coréens. A la veille du début de manœuvres américano-sud-coréennes, qui entraînent chaque année un regain de tensions sur la péninsule, le ministère sud-coréen de l'Unification a estimé qu'il était probable que Pyongyang se livre à des provocations. Un responsable du ministère a indiqué à des journalistes sous couvert de l'anonymat que la défection, annoncée cette semaine, du numéro deux de l'ambassade de Corée du Nord en Grande-Bretagne, Thae Yong-Ho, plaçait Pyongyang dans «une situation très difficile». «Vu le caractère (du dirigeant nord-coréen) Kim Jong-Un, la situation est très dangereuse», a-t-il dit. «Il est très probable que la Corée du Nord fera plusieurs tentatives pour empêcher d'autres défections et toute agitation au sein de sa population.» Il a cité le risque de tentatives d'assassinats ou d'attentat contre

des transfuges vivant en Corée du Sud, ou encore de possibles tentatives d'enlèvement de Sud-Coréens. Il a rappelé les tentatives pour assassiner Hwang Jang-Yop, l'ancien tuteur de Kim Jong-Il, qui était passé au Sud en 1997. De nombreux spécialistes considèrent que la Corée traverse une des périodes les plus tendues depuis la fin de la Guerre (1950-1953) depuis l'essai nucléaire nord-coréen en janvier. La situation risque encore de se crispier avec le lancement aujourd'hui des manœuvres «Ulchi Freedom Guardian» entre Séoul et Washington, qui mobiliseront des dizaines de milliers de soldats pendant deux semaines. «Nous attaquerons sans pitié les menaces d'invasion et les provocations des ennemis avec notre dissuasion nucléaire», a déclaré un porte-parole du Comité nord-coréen pour une réunification pacifique de la Corée, selon l'agence officielle KCNA. Hier, Pyongyang a pour la première fois réagi officiellement à l'annonce jeudi par la Corée du Sud, qu'une dizaine d'employés d'un

restaurant tenu par la Corée du Nord en Chine qui avaient fait défection en avril étaient désormais libres de s'installer en Corée du Sud. Pyongyang affirme que ce groupe, composé majoritairement de femmes, a en fait été enlevé. «Les employés nord-coréens ont été relâchés par les services de renseignement sud-coréens la semaine dernière», a dit à l'AFP un responsable du ministère sud-coréen de l'Unification, ajoutant qu'ils «ne souhaitent pas que leur localisation soit rendue publique». La Corée du Nord s'est insurgée contre cette présentation des faits, dénonçant un «complot vicieux» pour «masquer la vérité autour de l'enlèvement du groupe». «Les garder à l'abri des regards au nom de "raisons de sécurité" montre que l'annonce du gouvernement fantoche est montée de toutes pièces», a déclaré un porte-parole d'un comité nord-coréen mis en place pour venir en aide aux employées, selon l'agence officielle KCNA.

R. S.





Prévue du 24 au 29 août courant

# La manifestation «Le Musée dans la rue» s'annonce festive

■ La manifestation culturelle «Le musée dans la rue» est de retour cette année avec un programme dédié à toutes les tranches d'âge. Des informations culturelles et historiques seront présentées du 24 au 29 août courant au public. Le but majeur de cette manifestation est de se rapprocher du citoyen afin de le sensibiliser sur la valeur du musée et des informations qu'il préserve.



Par Abia Selles

Les musées nationaux ont pris une bonne initiative dont le but majeur est de renouer le contact avec le grand public. Des visites guidées dans les différents sites historiques, des conférences animées par des chercheurs, des ateliers de formation au profil des

enfants et des adultes ainsi que d'autres activités riches en matière d'information sont au programme de ces établissements au cours de l'année. Des expositions de différentes disciplines artistiques sont aussi proposées aux visiteurs. Cependant, le nombre de ces derniers est toujours minime. D'abord, parce que

peu d'établissements culturels ou éducatifs ne sensibilise la population de la valeur des musées ni de la richesse d'informations qu'il peut fournir. Ainsi, durant une bonne période de l'histoire du pays, l'activité muséale était très modeste si on ne dit pas morte. Afin de créer une nouvelle dynamique dans les musées nationaux, les responsables de ces établisse-

ments ont élaboré de nouveaux programmes avec de nouvelles stratégies. En effet, depuis trois ans, un événement muséal s'est imposé dans la capitale algérienne. Il s'agit de la manifestation culturelle Le musée dans la rue. Cette dernière se veut un espace ouvert au grand public et qui va vers lui. D'habitude, ce rendez-vous culturel est organisé dans la placette de la grande poste. Cependant, cette année l'événement s'est déplacé vers un espace plus fréquenté par les familles proposant des activités riches et variées. C'est à l'espace Sablettes à El Mohammadia que les gens sont invités du 24 au 29 du mois d'août courant à découvrir la nouvelle édition de cette manifestation. Cet espace ne sera pas cette fois ci uniquement pour l'attraction mais aussi le théâtre de plusieurs activités culturelles. Toutes les tranches d'âge sont concernées par l'événement afin de revenir sur la valeur des musées, les informations qu'ils peuvent fournir aux visiteurs ainsi que les activités qu'ils proposent au public. Le but majeur de cette manifestation culturelle est de s'approcher du citoyen afin de le sensibiliser et de l'informer des activités des musées nationaux. Tous les musées de la capitale seront pré-

sents dans des stands avec les informations nécessaires. Comme est de coutume, le Musée National du Bardo expose ses activités culturelles et artistiques qu'il propose chaque année à ses visiteurs. Le public de Le musée dans la rue est invité à découvrir ses rencontres littéraires, les expositions d'art plastique, les visites guidées ainsi que d'autres activités qu'il œuvre à proposer à ses visiteurs avec beaucoup de professionnalisme. Il y a aussi le musée de l'enluminure, le Musée des beaux-arts d'Alger, le Musée national d'Art Moderne est contemporain prennent part à cet événement. Bien d'autres musées et centres culturels participeront notamment à la manifestation, où le rôle de chaque établissement, ses collections et son histoire seront partagés au grand public. **A.S.**

A partir d'aujourd'hui à Annaba

## «Jugurtha affronte Rome» en débat

Un colloque international sur le roi berbère Jugurtha et ses relations avec Rome sera ouvert samedi prochain à Annaba sous l'intitulé «Jugurtha affronte Rome», a annoncé lundi le secrétaire général du Haut-commissariat à l'amazighité (HCA). Vingt-six conférences sont programmées et seront animées par des universitaires algériens et étrangers conviés à ce colloque qui sera tenu à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 22 août courant au théâtre régional Azzedine-Medjoubi, a précisé Si El Hachemi Assad au cours d'une conférence de presse tenue au siège de la wilaya d'Annaba. Des spécialistes venant des universités d'Espagne, d'Italie, des Etats-

Unis d'Amérique, d'Allemagne, de France et de Tunisie devront évoquer et débattre lors du colloque des aspects de la relation qu'entretenait Jugurtha avec Rome. Des universitaires d'Alger, d'Annaba, de Guelma, de Constantine, de Sétif, de M'sila et de Tiaret participeront également à ce colloque, a ajouté le SG du HCA. Le colloque «Jugurtha affronte Rome» abordera six axes, entre autres, l'ouvrage «La Guerre de Jugurtha» de l'historien Salluste, «Jugurtha comme référence dans la résistance et la préservation de l'identité» et «Jugurtha dans la littérature mondiale», a-t-on encore noté. Les travaux du colloque seront consacrés également à l'écono-

mie et la guerre pendant le règne de Jugurtha. Le SG du HCA a souligné que le programme de ce colloque international qui a nécessité huit mois de préparation sera l'occasion de présenter, pour la première fois, des publications traduites en tamazight avec la participation de sept maisons d'édition. Evoquant la feuille de route de la promotion de tamazight, M. Si El Hachemi Assad a rappelé le récent atelier de traduction vers tamazight des trois documents fondamentaux de l'Etat algérien (la Constitution de 2016, la Déclaration du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 et la Plateforme du Congrès de la Soummam du 20 août 1956). **L.B.**

Tlemcen

## Appel à candidature pour une résidence d'artistes

L'association culturelle La Grande Maison de Tlemcen lance un appel à candidature à transmettre avant le 20 août pour participer à une résidence d'artistes. La Grande Maison tire son nom du premier tome de la trilogie Algérie (1952, 1954, 1957) d'un monument de la littérature algérienne, Mohamed Dib. Fondée à Tlemcen en 2001, elle se donne pour but de glorifier son travail et d'en favoriser l'accès à travers de multiples ateliers actifs dans toutes les disciplines artistiques confondues. En organisant un Prix littéraire – trilingue – du nom de l'écrivain, elle nourrit, en définitive, l'ambition

d'assurer une relève à une génération d'artistes digne de ce nom. Dans le cadre des activités entourant la 5<sup>ème</sup> session de ce prix, sera organisé une résidence d'artistes le temps que durera la manifestation – du 15 au 22 octobre – dans les locaux de l'association au sein même du Palais El Mechouar. Ayant pour thème «Identité, diversité et brassage des cultures», cet espace d'échange permettra de poser les bases d'une réflexion « sur la façon dont leurs personnages évoluent dans leur quête identitaire à partir du moment où, dorénavant, les auteurs leur font vivre et penser cette quête en dehors de l'es-

pace initial, en dehors du cadre maghrébin qui était la marque première de leur spécificité et en rapport avec des questionnements liés à la configuration du monde actuel ». Pour y participer, les artistes devront adresser leurs candidatures jointes à une fiche technique des œuvres – que ce soit une peinture, une photographie, un print, une vidéo ou une installation – qu'ils se proposent de réaliser, une ébauche et une note d'intention définissant leurs points de croisement avec les enjeux liés à la thématique. Plus d'informations sur le site de La Grande Maison. **F.H.**

### RENDEZ-VOUS CULTURELS

- Centre culturel Mustapha Kateb
- Jusqu'au 5 septembre : Exposition collective d'artisanat
- Musée d'art moderne et contemporain d'Alger
- Jusqu'à la fin du mois d'août :
- Exposition «Genèse II, une collection qui s'agrandit» avec des œuvres de Issiakhem, Khadda, Chegrane, Mokrani et autres
- Galerie de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)
- Jusqu'au 6 septembre : Exposition de peinture «Couleurs d'Algérie» de l'artiste Khelifa Sultane Hakim.
- Ezzou'Art Galerie
- Galerie d'Arts Asselah Hocine
- Jusqu'au 01 septembre : L'artiste Omar Kara expose ses œuvres
- Maison de la culture Ould Abderahmane Kaki de Mostaganem
- Du 25 au 29 août : 49<sup>e</sup> Festival national du théâtre amateur de Mostaganem
- Du 20 au 23 août : 3<sup>e</sup> Festival national de la poésie melhoun de Mostaganem
- Théâtre de verdure, Bois des arcades
- 26 août : Spectacle de musique moderne par le groupe rock Dzair
- Palais de la culture Moufidi Zakaria
- Jusqu'au 17 septembre : Exposition d'art plastique intitulée «Du makam à la nouba»

## Coup-franc direct

### Le mal touché du doigt

Par Mahfoud M.

Les déclarations de Makhloufi à la fin de sa course du 1500m ont le mérite d'être claires, car il a touché du doigt le mal du sport algérien et qui est ces responsables qui à chaque fois se sucent sur le dos des athlètes qui se donnent à fond mais qui sont privés de soutien de leurs responsables. Makhloufi a dit fort, ce que pensent certains sportifs tout bas, même s'il avait déjà été devancé par le boxeur Lies Abbadi et le décathlonien, Bourada qui ont eux aussi démasqué ces responsables du sport algérien qui n'accordent aucun intérêt aux sportifs car seule leur propre personne leur importe. Un véritable coup de balai devrait être donné dans le sport algérien pour permettre aux différentes disciplines de s'émanciper et pour que les moyens qui devaient être mis à la disposition des sportifs le soient vraiment. Combien de dirigeants sont dans les hautes sphères depuis un certain moment sans pour autant apporter quoi que ce soit au sport algérien ? Que font certaines légendes désignées pourtant pour relancer la machine grippée et qui se suffisent de ces postes et de ces avantages qu'ils engrangent alors que le sport algérien est dans la galère depuis longtemps. L'heure est au changement et à une véritable révolution pour permettre aux sportifs d'avoir des chances de gagner des titres et d'avoir les moyens qu'il faut pour bien représenter le pays à l'avenir. **M. M.**

### Ligue 1 (2016-2017)

## Une première journée avare en buts

LA PREMIÈRE journée du championnat d'Algérie de Ligue 1 de football, version 2016-2017, a été avare en buts, les attaquants n'ayant réussi à secouer les filets qu'à 11 reprises seulement en 7 matchs disputés vendredi et samedi. Le premier succès de l'Olympique Médéa en Ligue 1 après 71 ans d'existence et le non-déroulement du match RC Relizane-NA Hussein Dey sont parmi les faits saillants de cette journée inaugurale dont certaines rencontres ont enregistré de regrettables incidents entre supporters. Créée en 1945, l'OM n'a jamais connu l'élite avant cette saison et sa première sortie en Ligue 1, face à un autre nouveau promu, le CA Batna, a été couronnée de succès grâce à Hamia, auteur de l'unique but de cette rencontre, sur penalty à la 44e minute. A Relizane, les supporters locaux ont encerclé le stade Zougari-Tahar très tôt dans la matinée de samedi et interdit l'accès à tout le monde, y compris aux officiels et au bus qui transportait les joueurs, pour contester la décision de la Ligue de football professionnel (LFP) de ne pas qualifier les nouvelles recrues engagées par leur équipe cet été. Le Rapide a été en effet interdit de recrutement par la LFP pour ne pas avoir réglé ses contentieux avec certains anciens joueurs, conformément aux décisions de la Chambre de résolution des litiges (CRL). De son côté, le DRB Tadjenanet s'est imposé (2-0) contre la JS Saoura, vice-championne d'Algérie, grâce à des réalisations signées Aïb (78') et Chatal (86'), tout comme l'avait fait la veille le champion sortant, l'USM Alger, en accueillant le MO Béjaïa. Le club de Soustara a battu les «Crabes» par deux buts à zéro, vendredi soir à Bologhine, en ouverture de cette première journée de Ligue 1 Mobilis, grâce à Oussama Darfalou (44') et Rabie Meftah sur penalty (78'). Les quatre autres rencontres de cette journée n'ont pas connu de vainqueurs et ont été marquées surtout par des violences entre supporters, notamment lors de CR Belouizdad-MC Oran (1-1) et JS Kabylie-MC Alger (0-0). Un triste

nul vierge a sanctionné également le match entre le promu USM Bel-Abbès et l'USM El-Harrach (0-0). Pour le spectacle, il ne fallait pas rater le derby de l'Est entre le CS Constantine et l'ES Sétif, où l'ancien meneur de jeu international algérien, Mourad Meghni, a brillé côté constantinois en inscrivant un doublé, contre deux réalisations de l'ex-usmiste Nadji (sur penalty) et Djahnit qui ont permis à l'«Aigle noir» de revenir avec le partage des points (2-2).

### RÉSULTATS ET CLASSEMENT

Vendredi, 19 août 2016 :

USMA-MOB 2-0

Samedi, 20 août 2016 :

DRBT- JSS 2-0

OM-CAB 1-0

USMBA- USMH 0-0

JSK-MCA 0-0

CRB- MCO 1-1

CSC- ESS 2-2

RCR - NAHD (non joué)

	J	Pts
1)- USM Alger	1	3
—)- DRB Tadjenanet	1	3
—)- OM	1	3
4) CR Belouizdad	1	1
—)- MC Oran	1	1
—)- JS Kabylie	1	1
—)- MC Alger	1	1
—)- USM Bel Abbès	1	1
—)- USM Harrach	1	1
—)- CS Constantine	1	1
—)- ES Sétif	1	1
12)- CA Batna	1	0
—)- MO Béjaïa	1	0
—)- JS Saoura	1	0
15)- NAHD	-	-
—)- RC Relizane	-	-

### Eliminatoires CAN-2017 (U 17)

## L'Algérie éliminée face au Gabon

LA SÉLECTION algérienne de football des moins de 17 ans (U17) a été éliminée des qualifications de la Coupe d'Afrique de la catégorie CAN-2017, après sa défaite face à son homologue du Gabon (0-1), en match retour du deuxième tour disputé samedi à Libreville. L'unique but de la rencontre a été inscrit sur penalty par Nzengue Fady à la 20 minute de la première mi-temps. Lors du match aller, disputé le 5 août dernier à Alger, les deux équipes avaient fait match nul (0-0). Au prochain tour, le Gabon sera opposé au vainqueur de la double confrontation entre le Nigeria et le Niger. La phase finale de la CAN-2017 des U-17 se déroulera à Madagascar (2-16 avril).



# Il rate de peu l'or et se contente de l'argent au 1500m Makhloufi tire sur Brahmia et les responsables du sport algérien

■ Le champion olympique sortant du 1500 m, l'Algérien, Toufik Makhloufi qui avait remporté cette médaille d'or lors des JO de Londres a raté, cette fois, la médaille en vermeil au cours des JO de Rio et s'est contenté de celle de l'argent en arrivant deuxième dans la course du demi-fond courue avant-hier soir (une heure du matin), au stade Olympique Joao-Havelange.

Par Mahfoud M.

Makhloufi est arrivé derrière l'Américain, Matthew Centrowitz qui a remporté la course la plus lente de l'histoire des 1500 m des JO avec un temps de (3 :50.00) soit à onze centièmes de notre champion qui a tout donné dans les ultimes mètres mais qui n'a pas pu revenir sur le coureur américain qui a mené la course comme il le voulait. Makhloufi et malgré cela entre dans l'histoire de l'athlétisme algérien et du sport national en général en devenant l'athlète qui a le plus de médailles olympiques (trois, une à Londres et deux à Rio) et lors d'une seule édition des JO, avec ces deux médailles d'argent décrochées respectivement dans le 800 m et le 1500m. Makhloufi devrait être fier de ce qu'il a accompli d'autant plus qu'il reste comme à Londres l'arbre qui cache la forêt étant donné qu'il est le seul sportif qui rapporte des médailles à l'Algérie qui lui permet d'entrer dans le classement des pays qui ont eu des médailles dans ces Jeux. Le peuple algérien n'oubliera certainement pas ces prouesses de cet athlète qui a fait tout son possible pour honorer les couleurs algériens.

**«Je dédie cette médaille au peuple et non pas aux responsables qui ne le méritent pas»**

Par ailleurs, notre champion et à la fin de sa course a fait des déclarations fracassantes au



Makhloufi a été égal à lui-même

micro de la chaîne sportive qatarie, Bein Sport, en déclarant qu'il dédie cette médaille olympique à tout le peuple algérien mais pas aux responsables du sport algérien. «Nous avons réalisé un exploit malgré le sabotage de certains responsables qui ont détourné les moyens mis à notre disposition par les autorités», s'indigne Makhloufi qui lance de grave accusation à l'encontre des responsables du comité olympique algérien et du ministère des Sports. «Ces responsables ont déçu le peuple Algérien et l'Etat. Ils n'ont pas été à la hauteur. Ils n'ont pas honoré leur mission. Ils ne veulent pas accomplir des réalisations en faveur du sport algérien», déplo-

re profondément Toufik Makhloufi lequel espère qu'un jour «nous allons nous réveiller» de cette décadence «car ces compétitions olympiques révèlent une importance stratégique pour notre pays», confie encore le champion algérien, visiblement, très déçu et révolté par la gouvernance des fédérations sportives en Algérie. Makhloufi a fustigé le chef de la délégation algérienne, Brahmia, qu'il considère comme le mal du sport, en avouant que ce dernier et les autres dirigeants sportifs ne font que de lancer des promesses de médailles sans aider les athlètes et autres sportifs qui n'ont pas bénéficié de bonnes conditions de préparation. **M. M.**

## Après les énièmes actes de violence à Tizi-Ouzou et Alger (stade du 20-Août) Le retour de la police, une urgence

Le phénomène continue à se proliférer dans les stades ; il s'agit bien sur de la violence dans les stades qui est toujours d'actualité avec ce qui s'est

passé avant-hier soir à Tizi-Ouzou et à Alger. En effet, dans le stade du 1<sup>er</sup>-Novembre de Tizi-Ouzou, le déplacement assez dense des supporters du Doyen des clubs algériens, le Mouloudia d'Alger, a fait que des échauffourées ont éclaté entre fans du même club. On dénombre des bagarres entre des supporters des Vert et Rouge, apparemment des règlements de compte entre quartiers rivaux. L'intervention des stadiers a atténué quelque peu la situation, mais celle-ci a inquiété plus d'un et les dirigeants et techniciens des deux équipes ont souhaité que le service d'ordre qui s'est retiré des stades en ce début de saison reprenne à nouveau. Au stade du 20-Août à Alger, le pire a été évité avec cet accrochage entre fans du CR Belouizdad et ceux du MC Oran qui s'étaient

déplacés pour voir leur équipe favorite. Les fans du Chabab ont tenté de faire tomber le grillage qui sépare les deux galeries qui se trouvaient dans la deuxième tribune et la tension était à son comble. Tout cela montre que la violence n'est pas prête à être endiguée de nos stades et que le retrait de la police est une erreur car nos supporters ne sont pas encore prêts à ce changement, tant des énergumènes continuent à peupler nos stades et créer la pagaille dans ces enceintes qui devaient être des lieux de spectacle mais qui se trouvent être des arènes de gladiateurs. Le retour de la police devient donc une urgence pour rendre la sécurité dans ces stades et permettre aux équipes de jouer dans un climat plus serein et aux fans d'être dans de meilleures conditions. **M.M.**

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

Tizi Ouzou

## Des chalets de l'ORGM détruits par un incendie

Quatre chalets de l'unité de Tizi Ouzou de l'Office national de recherche géologique et minière (ORGM) ont été détruits le week-end dernier par un incendie, avons-nous appris hier auprès de la cellule de communication de la direction locale de la Protection civile. Le départ de feu de cet incendie a été signalé dans l'après-midi de vendredi dernier alors que la température était au-dessus de 40°. Le même sinistre, dont son origine reste encore inconnue, a parcouru

une superficie de 3 hectares de couvert végétal dont la broussaille et détruit une dizaine d'arbres fruitiers d'eucalyptus. La proximité de cette société avec l'unité Bellaoua du CHU Nedir- Mohamed de Tizi Ouzou sur les hauteurs de Redjaoua au nord de la ville des Genêts a failli atteindre cette dernière, n'était l'intervention rapide avec de moyens considérables des sapeurs-pompiers.

Hamid M.

Criminalité à Oran

## Une bande de malfaiteurs mise hors d'état de nuire

LES SERVICES de la sûreté urbaine de la commune de Hassi Bounif ont mis fin aux agissements d'une dangereuse bande de malfaiteurs, composée de six personnes responsables d'actes de violence prémédités et destruction de biens d'autrui, a-t-on appris, dimanche, de la cellule de communication de la sûreté de wilaya d'Oran.

Les six mis en cause, âgés entre 20 et 30 ans, tous des repris de justice, ont cambriolé une boucherie pour s'emparer de plusieurs couteaux de différentes tailles afin de les utiliser comme armes blanches lors d'une bagarre entre deux bandes de deux quartiers différents dans la commune de Hassi Bounif, indique la même source.

Les éléments de la sûreté urbaine de Hassi Bounif, en collaboration avec leurs confrères de la PJ de la sûreté de wilaya d'Oran et des membres de la BRI, agissant sur informations, ont procédé à la perquisition de six domiciles de cette localité, ajoute-t-on de même source, précisant que les perquisitions se sont soldées par l'arrestation des mis en cause et à la saisie de 38 armes blanches de différentes tailles, de huit cocktails Molotov, de trois cartouches d'armes de guerre et de trois autres de fusils de chasse.

Une enquête judiciaire a été ouverte pour connaître tous les tenants et aboutissants de cette affaire et identifier d'autres mis en cause afin de les déferer devant la justice.

MDN/Emigration clandestine

## Plus d'une centaine de personnes empêchées au large d'Annaba

DES TENTATIVES d'émigration clandestine de 108 personnes, à bord de neuf embarcations de construction artisanale, ont été déjouées samedi par les unités des gardes-côtes d'Annaba, au nord de Ras El Hamra, indique dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte contre l'émigration clandestine, des unités des Gardes-côtes d'Annaba (5e Région militaire) ont déjoué, le 20 août 2016, des tentatives d'émigration clandestine de cent huit personnes, à bord de neuf embarcations de construction artisanale, au nord de Ras El Hamra», précise le communiqué.

A El-Oued (4e Région militaire), un détachement combiné «a arrêté près des frontières, cinq immigrants clandestins de nationalité syrienne», ajoute la même source. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont appréhendé à Biskra (4e Région militaire), un contrebandier à bord d'un véhicule tout-ter-

rain, chargé d'une quantité de huit quintaux de tabac».

A In Guezzam (6e Région militaire), des détachements de l'ANP «ont arrêté trois contrebandiers et saisi des véhicules tout-terrain et 2 340 unités de différentes boissons», note le communiqué.

## Attaque au nord du Caire/Egypte Deux policiers tués

DEUX policiers ont été tués dimanche dans une attaque contre leur poste de contrôle au nord-ouest du Caire, a annoncé le ministère de la Santé en Egypte. Trois policiers et deux civils ont également été blessés dans cette attaque survenue dans la ville industrielle d'Al-Sadate, à une centaine de kilomètres du Caire, selon un communiqué du ministère. Des hommes armés ont ouvert le feu sur les policiers avant de s'enfuir, selon un responsable de la sécurité dans la province de Menoufeyan, cité par l'AFP. «Il n'était pas possible dans l'immédiat de savoir s'il s'agissait d'une attaque terroriste ou d'un acte criminel», d'après la même source. Les attentats terroristes visant les forces de sécurité se sont multipliés en Egypte, tuant des centaines de policiers et de soldats selon le gouvernement. Ces attaques frappent principalement le nord de la péninsule du Sinaï, bastion de la branche égyptienne du groupe terroriste auto-proclamé «Etat islamique» (EI/Daech), mais des attentats touchent aussi Le Caire et le Delta du Nil.

## Mohammed VI souhaite réchauffer les relations entre l'Algérie et le Maroc



Djalou@hotmail.com

1 267 morts et 44 049 blessés de janvier à juillet 2016

## L'hécatombe sur les routes se poursuit

■ Quelque 1 267 personnes sont décédées et 44 049 autres ont été blessées dans 35 851 accidents de la circulation survenus sur le territoire national entre janvier et juillet 2016, selon les chiffres fournis hier par la Protection civile.

Par Yacine Djadel

Au cours d'une conférence de presse consacrée à la présentation du bilan de ces accidents, le colonel Achour Farouk, sous-directeur de l'information et des statistiques à la direction générale de la Protection civile, a précisé que durant la même période de l'année 2015, il a été recensé 1 360 décès survenus dans 38 527 accidents, soit moins de 6,83% des cas, alors que celui des blessés a été de 46 798, soit une baisse de 5,87%. Durant l'ensemble de l'année écoulée, il a été recensé un total de 2 332 décès et 79 828 blessés, a-t-il ajouté. Notant que sur les 1 267 décès répertoriés durant les sept premiers mois de l'année en cours, 959 sont des hommes, 177 des femmes et 131 des enfants. Dans le registre des blessés au nombre de 44 049, les hommes sont également majoritaires avec 30 924 cas contre 8 171 femmes et 4 954 enfants. S'agissant, par ailleurs, des types d'accidents, ce der-

nier a fait savoir que les statistiques enregistrées cette année font ressortir que 45,51% des cas sont des collisions ayant causé le décès de 603 personnes et des blessures à 20 688 autres. Les renversements restent le phénomène le plus marquant, car ils sont à l'origine de 35,30% des accidents et ont entraîné la mort de 448 personnes et des blessures à 17 150 autres. De ce fait, les dégâts matériels répertoriés sont également à signaler. Ils représentent

38 816 véhicules, 5 086 camions, 4 354 vélos et motos, 1 306 bus, 219 tracteurs et enfin 258 autres types de dommages matériels. Concernant la tranche horaire la plus concernée, toujours d'après celui-ci, il a été observé une plus grande fréquence des accidents entre 16 h et 20 h avec 16 343 interventions, alors que l'axe autoroutier Est-Ouest cumule 2 585 accidents ayant causé le décès de 135 personnes et blessé 3 489 autres.

Y. D.

## Crise à la commune d'Akbou/Béjaïa Les comités de villages exigent à nouveau la dissolution de l'APC

LES COMITÉS des villages et quartiers de la ville d'Akbou (ayant mis en palace une commission de crise) ont une nouvelle fois pour ne pas dire une énième fois, bloqué le siège de l'APC. Hier, ils ont radicalisé leur action en fermant les bureaux du maire et de ses adjoints. La société civile d'Akbou est soutenue par des élus indépendants, des élus du MEN et même du FLN. Hier encore, ils ont revendiqué le départ des 23 élus de l'APC, à l'origine du blocage de l'APC depuis 2012. «Les élus ne se sont jamais entendus et ce depuis le début du mandat et cela au détriment des habitants», dira l'un des protestataires. Pour rappel, ils ont fermé la RN 26 il y a quelques semaines et avant le siège de l'APC et de la daïra, maintes fois. Ils réclament la fin du blocage mais, cette fois-ci par «la dissolution pure et simple de l'APC, le départ de tous les élus, l'envoi d'une commission pour enquêter sur la gestion catastrophique de l'exécutif». Les projets de développement de la commune en souffrance doivent être relancés, selon les protestataires qui tirent la sonnette d'alarme sur la situation de la commune qui «va de mal en pis». La commune fait face à d'énormes problèmes alors que l'argent existe. Il y a un problème de collecte des ordures ménagères et surtout le manque de moyens alors que la municipalité peut bien faire face à ce souci si les choses étaient normales. «Le wali, le ministre de l'Intérieur et le Premier ministre doivent intervenir pour mettre fin à ce massacre et au pourrissement au sein de cette Assemblée», dira un autre. Il faut noter que le maire et ses alliés ne sont plus majoritaires au sein de cette Assemblée après le retrait des élus du FLN mais le bras le bras de fer continue entre les deux parties et il n'est pas près de stopper car, il bute sur des questions de principe que l'opposition ne veut pas cautionner. Il faut rappeler qu'il y a 944 opérations, les 600 milliards de centimes et 249 milliards de centimes du budget de 2016 qui sont bloqués depuis des années est une illustration parfaite de la déliquescence de cette situation.

H.C.